

## SCOOP

N°27  
MAI-JUIN  
2011

La Lettre d'information des cultures arables

## ÉDITORIAL &gt;P1

Jusqu'au bout du raisonnement

## ACTIONS &gt;P2

Une mobilisation qui impacte

## DOSSIERS &gt;P2

Agriculture-apiculture :  
changer l'image

## INTERVIEW &gt;P3

Un trio syndical tri-national  
pour donner le la

## FOCUS &gt;P3

Ô dieu des prix...

## CLEFS &gt;P4

Investir et s'investir dans Internet

ORAMA

nos cultures, notre avenir

## Jusqu'au bout du raisonnement

ÉDITORIAL > PAR PHILIPPE PINTA,  
PRÉSIDENT D'ORAMA ET DE L'AGPB

**D**us en grande partie à l'inflation des prix des produits alimentaires, les troubles qu'ont connus des pays d'Afrique sub-saharienne en avril ont encore davantage souligné l'importance de la réunion qui se tiendra les 22 et 23 juin à Paris entre les ministres de l'Agriculture du G 20 sur la régulation des marchés. Une importance qui tient moins d'ailleurs aux propositions mêmes qui vont être discutées lors de cette réunion qu'à l'implacable mise en relief de leurs limites qu'elle contribuera à faire apparaître tôt ou tard.

Bien sûr, il serait opportun de discipliner davantage le fonctionnement des marchés de dérivés financiers de matières premières agricoles. Bien sûr, mieux connaître la réalité des récoltes et des stocks dans le monde éviterait, si l'on y parvient, des mouvements de prix indus. Bien sûr, quand de grands pays exportateurs vont vers des récoltes catastrophiques, mieux vaudrait gérer préventivement la situation dans un cadre de concertation internationale que de subir de soudaines annonces d'embargos. Bien sûr, enfin, il paraît de bon sens de vouloir entretenir des stocks d'urgence dans les régions du monde les plus sensibles aux tensions sur les marchés.

Mais tout ceci ne peut avoir en soi qu'une portée limitée. Pour pouvoir gérer efficacement des chutes de récoltes dans de grands pays exportateurs, il est nécessaire de disposer de solides réserves autre part. Quant aux stocks d'urgence, il faut avoir de quoi les

Philippe PINTA,  
Président d'ORAMA et de l'AGPB

constituer puis en ajuster les niveaux à la progression des besoins dans les régions concernées.

Il faut donc aller jusqu'au bout du raisonnement. Il est indispensable de développer la production -et, corollairement, des dispositifs de stockage bien pensés- partout où elle peut l'être. Ce doit être en particulier le cas là où l'on est apte à récolter le plus régulièrement à haut niveau, comme en Europe. Plus ce commandement sera respecté, meilleure sera la régulation.

Cela exige une politique qui s'appuie clairement sur les technologies et moyens offrant la possibilité de produire plus en même temps que mieux, à l'inverse de la politique française actuelle qui voudrait obliger à produire moins sous prétexte de devoir produire mieux.

# Une mobilisation qui impacte

> LE DOSSIER DE L'IRRIGATION AU PLUS HAUT DE L'ETAT

**Entretenu par le dogmatisme des services chargés de mettre en œuvre la loi sur l'eau, la hargne syndicale qui s'exprime depuis 18 mois a fini par rendre incontournable le sujet irrigation au niveau politique**

Comment continuer à irriguer quand la seule proposition concrète faite à une profession responsable est le partage de ressources posées par hypothèse en réduction? La profession n'a eu de cesse depuis 2009 de sortir de cette impasse dans laquelle la mettaient des interprétations inacceptables de la loi sur l'eau. Manifestations des irrigants de l'Aquitaine et de Midi-Pyrénées début mars 2010 à Mont-de-Marsan et à Toulouse; colloque à l'initiative d'Irrigants de France<sup>(1)</sup> à l'Assemblée Nationale un mois plus tard, avec la participation active de l'APCA, de la FNSEA, de JA, d'ORAMA et celle de 250 irrigants; multiplication des échanges avec le Gouvernement à la suite de ce colloque; le 25 mars dernier, grande réunion de l'ensemble des responsables professionnels du Bassin Adour-



Table ronde avec les responsables agricoles tarn-et-garonnais à Lauzerte le 15 mars 2011

Unité photographique de la présidence de la République - P. Segrette.

Garonne, à Toulouse, en présence de Xavier Beulin et de Daniel Martin; enfin, réaffirmation de la nécessité de l'accès à l'eau au Congrès de la FNSEA à Saint-Malo: insistante et massive, cette mobilisation a fini par rendre incontournable par les politiques le sujet irrigation.

Lorsqu'il s'est rendu en visite le 15 mars dans le Tarn-et-Garonne,

le Président de la République, interpellé par les agriculteurs, a reconnu « *qu'il y a quelque chose qui ne va pas* » avec le décret d'application de la loi sur l'eau de 2007. Il s'est engagé « *à trouver une adaptation pour le bassin*<sup>(2)</sup> » et a déclaré qu'il voulait « *éviter à tout prix les postures et les positions de principe* » en la matière. Lors de leurs interventions respectives au Congrès de la FNSEA

à Saint-Malo, le Ministre de l'Agriculture puis le Premier Ministre ont affirmé qu'il fallait aller de l'avant. Le Chef du Gouvernement a souligné l'opportunité de construire des retenues collinaires pour faire face aux problèmes posés en années sèches.

Ces propos prennent encore plus de relief durant la première partie de ce printemps. Dans l'ensemble des bassins irrigués comme au niveau national, Irrigants de France et ORAMA continueront donc à animer la mobilisation pour que se concrétise une garantie d'accès à l'eau susceptible de s'avérer de plus en plus indispensable pour de nombreux producteurs de grandes cultures. ■

(1) Irrigants de France réunit les irrigants de 36 départements et des organisations telles que l'AGPB, l'AGPM et la FOP  
(2) Adour-Garonne, en l'occurrence

## Agriculture-apiculture : changer l'image

> DÉMONTRER QUE LA COLLABORATION DES DEUX SECTEURS EST POSSIBLE

Face à la surmortalité des abeilles, face à l'exploitation que les milieux écologistes et certains syndicats apicoles en font dans l'opinion à l'encontre des produits phytosanitaires, ORAMA et la toute nouvelle Section Apicole de la FNSEA ont engagé une réflexion commune. Les grandes cultures risquent en effet de se voir imposer toujours plus de mesures inutilement pénalisantes quand, de nature avant tout politicienne, ces mesures ne résoudre pas les problèmes de fond de l'apiculture.

En conséquence, ORAMA et la Section apicole de la FNSEA veulent démontrer qu'il peut y avoir des débats constructifs

entre les deux secteurs, qu'il peut y avoir des solutions concrètes aux problèmes des uns sans en créer de nouveaux pour les autres.

Cela passe d'abord par une meilleure connaissance réciproque et par des échanges sur le terrain. En dialoguant avec un apiculteur, un agriculteur peut connaître les interactions-clefs entre son activité et les pollinisateurs, et prévenir les risques d'intoxication. Echanger sur les itinéraires techniques prévisionnels, informer de la présence de ruches, traiter en soirée ou vraiment tôt le matin, en l'absence d'abeilles, peuvent contribuer à la prévention des risques. Et en cas de mortalité, la

compréhension du mécanisme d'affaiblissement des ruches doit être également partagée.

Sur ces bases, un climat de confiance pourra naître qui donnera toute sa portée à une collaboration plus institutionnelle via le CETIOM, ARVALIS et l'ITSAP<sup>(1)</sup>. Déjà aujourd'hui, le CETIOM s'applique à développer un système de géo-référencement des ruches pour qu'apiculteurs et agriculteurs opérant sur un même territoire puissent s'identifier respectivement. Demain, des programmes pourront être conduits pour étudier quelles espèces végétales sont nécessaires, à quel moment et sur quelles surfaces pour alimenter des colonies d'abeille. Le suivi

de cohortes de ruches année après année pourra par ailleurs permettre de mieux comprendre les causes de mortalité des abeilles.

Autant d'éléments pourront nourrir l'image de deux secteurs construisant ensemble plutôt que se confrontant, une image qui reflétera bien mieux le lien naturel entre cultures et pollinisateurs. ■

(1) Institut technique et scientifique de l'abeille et de la pollinisation



# Un trio syndical tri-national pour donner le la

> PAC 2014 ET GRANDES CULTURES : UNE PARTITION COMMUNE AVEC NOS HOMOLOGUES D'OUTRE-RHIN ET D'OUTRE-MANCHE

Fin mars, les responsables syndicaux grandes cultures anglais, français et allemands se sont réunis à Paris pour accorder leurs positions sur la réforme de la PAC. Jean-François ISAMBERT, Secrétaire général d'ORAMA, relate



J.F. ISAMBERT, Exploitant dans l'Essonne, Secrétaire général d'ORAMA.

## Pourquoi cette démarche à trois ?

Il existe au sein du COPA<sup>(1)</sup> un groupe de travail céréales et oléo-protéagineux. Mais, comme dans d'autres instances européennes, il est difficile de discuter à 27. Parvenir à une efficacité maximale exige souvent de travailler avec un nombre restreint de partenaires, comme le font les États membres. Avec nos collègues allemands et anglais, nous avons en commun un degré de développement, un poids des grandes cultures et une représentativité du syndicalisme agricole qui, si nous collaborons, nous donnent la possibilité d'inspirer des positions partagées à 27.

## Qu'y a-t-il à retenir de vos discussions ?

Nous sommes d'accord sur l'essentiel des points-clés de la réforme annoncée. Nous voulons un budget de la PAC au moins maintenu et n'acceptons qu'une convergence modérée des enveloppes entre pays. Nous sommes tous attachés à un DPU fort, meilleure arme contre la volatilité, et prôtons une limitation des paiements couplés.

“ Un verdissement ne saurait consister en des mesures handicapant notre production et notre compétitivité

Nous avons consacré plus de temps au verdissement, en raison de la complexité du sujet et des prises de position qu'il suscite de toute part depuis des mois. Mais nous sommes d'accord là aussi. Si un « paiement environnemental obligatoire » est imposé dans le 1<sup>er</sup> pilier, il ne devra pas conditionner le reste des paiements directs et il devra consister en une ou deux mesures uniformes dans l'UE à choisir dans un menu, lesquelles ne devront handicaper ni notre production, ni notre compétitivité. En outre, la conditionnalité devra être allégée et unifiée en Europe.

## Et sur la régulation des marchés ?

Alors que la nouvelle physionomie des marchés soulève tant de questions, c'était un point majeur de notre rencontre. Nous insistons ensemble sur l'impératif d'une régulation par le stockage physique qui soit performante, bien que les vécus en la matière diffèrent entre nos pays -en particulier entre l'Allemagne, à forte tradition de stockage et d'intervention céréalière, et l'Angleterre, qui stocke surtout à la ferme et a peu de blé interventionnable. Et nous partageons tous la vision qu'un préalable à toute politique de ce type est l'existence d'une capacité de stockage suffisante dans chaque pays. Nos partenaires approuvent d'ailleurs entièrement nos efforts pour remettre à niveau les capacités françaises. ■

(1) Comité européen des organisations professionnelles agricoles

## Ô dieu des prix...



Si la récolte 2010 a heureusement amené une bouffée d'oxygène aux exploitations de grandes cultures, elles n'en sont pas moins fragilisées face à un éventuel retournement de prix pour la prochaine récolte. Un exercice d'ARVALIS sur un échantillon CNCER (centres d'économie rurale) fait en effet apparaître pour 2011 un coût de production complet<sup>(1)</sup> de 1541€ par hectare de blé, soit un niveau très proche du point haut de 2009. Résultat de la remontée significative de leurs prix, surtout en azote, le coût des engrais s'établit à 184€/ha. Et les amortissements atteignent le niveau record de 268€/ha.

S'ajoutant à la baisse des soutiens qui a pris effet en décembre 2010, cette évolution accroît la dépendance du revenu aux prix du marché. Dans l'exercice d'ARVALIS, il faut 159€ la tonne de blé, sur la base du rendement moyen 2006-2009, pour payer les charges et assurer à l'exploitant une rémunération équivalente au salaire d'un conducteur d'engin. C'est 10€ de plus que ce qu'il fallait en 2010, le record jusqu'à présent.

(1) incluant la rémunération de l'exploitant et de son capital, ainsi que la MSA

FOCUS

# Investir et s'investir dans Internet

> UNE NÉCESSITÉ FACE AUX CONTREVÉRITÉS SUR LA PRODUCTION AGRICOLE

**L'utilisation de toutes les ressources de l'espace Internet constitue un élément-clef dans la guerre de communication que doit livrer l'agriculture et elle exige une stratégie bien mûrie**

Établi à de nombreuses reprises, le constat est sans appel : le monde agricole doit davantage communiquer sur ses métiers. Certes, il s'y emploie déjà mais il reste encore du chemin à parcourir face aux nombreuses contrevérités véhiculées sur la production agricole...

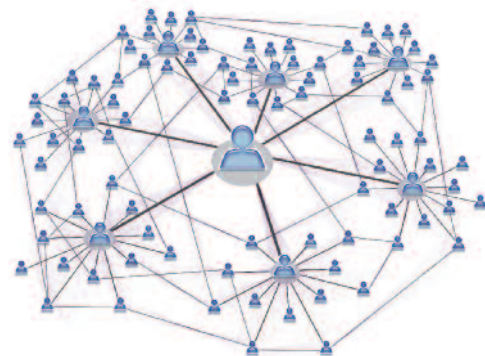
## La nécessité de s'exprimer nombreux

Internet doit être bien mieux utilisé à cette fin, comme cela a été plusieurs fois affirmé lors du dernier Congrès de la FNSEA. Réduisant les distances et fournissant des espaces de dialogue, c'est en effet un puissant levier de construction des opinions, comme l'ont bien compris Greenpeace, FNE et consorts. Internet ne connaît ni frontières, ni limites dans le temps. Disponible partout et n'importe quand, une information (événement, prise de position, point de vue etc.) peut donc circuler plus facilement que par les autres médias. Reprise en boucle, elle « monte » dans les moteurs de recherche et alimente sa propre notoriété, pour finalement devenir incontournable, jusque dans la presse écrite ou chez les responsables politiques. Qui peut s'assurer d'une solide maîtrise d'une telle diffusion d'informations acquiert un pouvoir certain d'influence.

Investir sur Internet ne peut donc se limiter à la création d'un site centralisé. Cela signifie jouer sur la multiplicité des relais qu'il offre : forums de discussion, blogs ou encore participation à des communautés virtuelles (notamment à travers les réseaux sociaux comme Facebook et Twitter). Afin d'éviter qu'une information ne se noie dans l'immensité d'Internet, où l'instantanéité prime, il faut qu'elle soit maintenue dans le temps et dans l'espace. D'où l'importance du nombre d'intervenants « sur la toile » pour la porter et la relayer, ainsi que leur légitimité. En outre, l'on peut s'appuyer sur les nombreux outils performants que propose Internet - les alertes Google, par exemple - pour mesurer l'impact d'une information et le suivi d'événements.

## Mettre en œuvre une stratégie globale

L'usage d'Internet s'inscrit donc dans une stratégie globale prenant en compte l'ensemble de ces vecteurs et outils. Aujourd'hui, l'occupation de « l'espace Internet » constitue donc un élément majeur dans une guerre de communication de plus en plus sévère. Les organisations agricoles en sont bien conscientes, mais cela ne s'improvise pas. Il y faut des troupes et de la force d'animation. La réflexion est engagée.



## > VIENT DE PARAÎTRE



« Bio, fausses promesses et vrai marketing » par Gil Rivière-Wekstein

Le Publieur - 19 €, commandes sur [www.bio-lelivre.com](http://www.bio-lelivre.com)

Pour l'auteur de ce livre, par ailleurs fondateur de la revue Agriculture et Environnement et animateur du site [www.agriculture-environnement.fr](http://www.agriculture-environnement.fr), la vraie place de l'agriculture bio, c'est de proposer de la qualité gustative et des produits exceptionnels. Alors que le bio est souvent présenté comme une panacée pour la santé et l'environnement - voire pour l'approvisionnement de la planète - et comme une voie à privilégier en politique agricole, G. Rivière-Wekstein en propose quant à lui une démythification sur la base d'une analyse rigoureuse de travaux de recherche agronomique, médicale et nutritionnelle reconnus. Il retrace par ailleurs, pour la première fois en France, les origines et l'histoire de la bio.

## > COURRIER

**Ma coopérative me demande de signer un formulaire d'engagement de respect de la réglementation européenne sur les énergies renouvelables. De quoi s'agit-il ?**

Les organismes de collecte qui approvisionnent des fabricants de biocarburants doivent désormais être en mesure de garantir que la biomasse fournie vient de terres déjà classées labourables avant le 1<sup>er</sup> janvier 2008, que les terres riches en carbone (zones humides) ont été préservées etc.

Sans cette garantie sur leur origine, les biocarburants ne pourraient pas bénéficier en France d'exonérations de taxes sur les carburants, ni être comptés au regard du taux d'incorporation minimum que doivent respecter les distributeurs de carburants sous peine d'être pénalisés fiscalement.

## > AGENDA

**Dés herb'Avenir II : Démonstrations de désherbage mécanique sur betteraves, colza et tournesol**  
12 mai - Villers S-Christophe (02) - CETIOM, ITB et S-Louis Sucre

**Animation de terrain oléagineux, céréales et chanvre**  
26 mai - Station du Magneraud (17) - ARVALIS et CETIOM

**Tournesol et agriculture durable Colloques et visites d'essais**  
9 et 10 juin - Auzeville (31) et station d'En Crambade - CETIOM, ENSAT, INRA

**Les Cultureales 2011**  
22 et 23 juin - Villers S-Christophe (02) - ARVALIS + CETIOM, UNIP, ITB, IITL

## > CONTACTS

AGPB > [www.agpb.fr](http://www.agpb.fr)  
> [contact@agpb.fr](mailto:contact@agpb.fr)

AGPM > [www.agpm.com](http://www.agpm.com)  
> [contact@agpm.com](mailto:contact@agpm.com)

FOP > [www.prolea.com](http://www.prolea.com)  
> [fop@prolea.com](mailto:fop@prolea.com)

**ORAMA**  
nos cultures, notre avenir

SCOP INFO EST UNE PUBLICATION D'ORAMA  
23/25 avenue de Neuilly 75116 Paris - Tél. 01 44 31 10 00  
Rédacteur en chef : Pascal HURBAULT - Comité de rédaction :  
P. AUGUSTE, P.-O. DRÈGE, G. DUBLINIAU, L. ESPRIT, A. KETTANEH,  
T. PERINET, C. POEYDOMENGE, F. TOCCHET.  
Photos : Arvalis - Institut du végétal, Orama, Shutterstock.  
Conception : avil en ville - Impression : Groupe CORLET.  
Rédaction achevée le 27/04/11